

## Islam, femmes et laïcité en Irak

Nicolas Dessaux

L'Irak a connu, comme la plupart des pays du Moyen-Orient, une certaine laïcisation avec la prise du pouvoir du général Kassem en 1958, qui a contribué à moderniser le pays, en instituant notamment une loi sur le statut personnel attribuant des droits nouveaux aux femmes. Elle garantit notamment le droit à l'éducation, au divorce et à la garde des enfants. Le parti Baas, qui affiche à l'époque un programme laïque et socialisant, arrive au pouvoir en 1968 après avoir participé à la montée comme à la chute du général Kassem. Il hérite donc d'une société déjà largement laïcisée et modernisée. Dans les premiers temps, il va poursuivre une politique relativement conforme à son programme. Notamment, l'égalité hommes-femmes était théoriquement garantie par la constitution provisoire de 1970, et le droit de vote accordé aux femmes par Saddam Hussein en 1980. Il faut tout de même noter que la « loi irakienne sur le statut personnel » prévoyait que, dans les cas non prévus par la loi, c'est la charia qui prévaudrait; la polygamie, par exemple, reste légale même si elle tend à devenir exceptionnelle.

Néanmoins, le laïcisme affiché du régime Baas, qui lui assurait la sympathie d'une partie de la gauche internationale, devint un élément central de son nationalisme moderniste. Il se transforma également, surtout à partir de la prise de pouvoir personnel de Saddam Hussein en 1979, en instrument de son totalitarisme, puisque le Parti fut transformé en un gigantesque appareil de surveillance de la population, impliquant l'absence de toute autre forme d'allégeance politique ou religieuse – même si la complicité de quelques religieux favorables au régime lui permet d'exercer son autorité dans ce domaine également. Avec le conflit Iran-Irak, à partir de 1980, la question religieuse est sur le devant de la scène,

puisque le chiisme est assimilé à l'adversaire iranien.

Il faut rappeler que le chiisme, considéré comme une hérésie par les musulmans sunnites, s'est développé dans le sud et le centre de l'Irak dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Alors que les classes dirigeantes liées au pouvoir ottoman sont traditionnellement sunnites, le chiisme devient le signe de reconnaissance d'une partie croissante de la population urbaine, en grande partie composée de petits commerçants et d'artisans. Cela constitue à la fois une communauté nouvelle, dégagée des allégeances tribales qui prévalent encore dans les campagnes, et une forme d'opposition au pouvoir central. À partir de la Seconde Guerre mondiale, à cet engouement pour le chiisme se substitue progressivement l'adhésion au Parti communiste d'Irak, qui deviendra l'un des plus importants partis communistes en dehors des « pays de l'Est ». Son assise n'est pas ouvrière, comme elle peut l'être en France ou en Italie à la même époque, mais plutôt fondée sur les classes populaires urbaines, petites-bourgeoises au sens classique du terme, attirées par le développement rapide de l'URSS à partir d'un pays rural et arriéré – comme elles perçoivent l'Irak dans lequel elles vivent.

Le parti Baas saura mettre à profit cette aspiration en évinçant son concurrent communiste tout en devenant un partenaire privilégié de Moscou. Malgré cela, il s'appuie implicitement sur les tribus sunnites, comme jadis l'empire ottoman. Dans l'idéologie officielle, ce fait est évidemment nié, mais les chances de progresser dans la hiérarchie du parti Baas sont largement liées à l'appartenance à l'une des tribus influentes ; les Takriti, dont Saddam Hussein est lui-même membre, sont particulièrement favorisés. L'aspect religieux n'est pas l'élément primordial, plutôt une propriété secondaire de l'appartenance tribale, tant que le champ social est largement dominé par les valeurs laïques, comme c'est le cas dans les années 1960-1970. Lorsque l'Irak se retrouve, en 1980, confronté à un régime iranien qui se réclame du fondamentalisme chiite, ce clivage va pourtant se révéler. Saddam Hussein identifie le sud « chiite » – en tout cas, rétif au pouvoir central – à son adversaire persan et fait déporter des dizaines de milliers de personnes. Par là même, il donne un certain crédit au clergé chiite, jusqu'ici déconsidéré, tenu pour arriéré et hypocrite par les « chiites » eux-mêmes. L'Iran saura profiter de cette situation en finançant les mouvements d'opposition chiites favorables à un régime islamique, comme il l'a largement fait dans tout le proche et moyen Orient.

La guerre Iran-Irak constitue une première étape dans la dégradation de la situation des femmes irakiennes. Ainsi que l'explique la féministe irakienne Houzan Mahmoud, « l'Irak, disait Saddam, a besoin que les femmes restent à la maison, fassent à manger pour leurs maris et leurs enfants, fassent preuve d'économie et ne dépensent pas trop, elles doivent aider le pays à s'en sortir. Tout cela



a abouti à violer en permanence les droits des femmes. En particulier pendant la guerre entre l'Irak et l'Iran, les femmes représentaient plus de 70 % des fonctionnaires, mais dès que la guerre a pris fin, le régime les a renvoyées chez elles ». Cette dégradation va de pair avec l'adoption de valeurs patriarcales. L'une des mesures majeures prises par le régime de Saddam Hussein contre les femmes fut la tolérance légale du « meurtre d'honneur », c'est-à-dire le droit, pour un homme, de tuer sa femme, sa sœur ou sa fille s'il la soupçonne d'adultère ou de mauvaises mœurs, ou si elle a été violée. En 1990, Saddam avait introduit dans le nouveau code pénal l'article 111, qui exemptait de peine l'homme qui, pour défendre l'honneur de sa famille, tuerait une femme. Cette pratique n'a rien de religieux et ne saurait trouver de justification dans l'Islam, mais elle semble exceptionnelle chez les chrétiens d'Irak.

Le grand tournant religieux du Baasisme irakien vient avec la guerre du Golfe en 1991, lorsque l'Irak tente d'envahir le Koweït – en dédommagement des efforts auxquels il a consenti dans la lutte contre l'Iran – avant d'en être chassé par une vaste coalition internationale. Le régime de Saddam Hussein semble vivre ses derniers jours. En mars 1991, l'insurrection éclate dans plusieurs parties du pays. Mais si, au nord, dans les montagnes du Kurdistan, elle est animée par l'extrême gauche, antinationaliste et antireligieuse, qui organise des conseils ouvriers sur le modèle des

soviets, ce n'est pas le cas dans le sud, où les islamistes dominent rapidement la situation. Falah Alwan, aujourd'hui dirigeant de la Fédération des conseils ouvriers et syndicats en Irak, raconte : « J'étais à Hilla, au sud de Bagdad. Avec une quarantaine de camarades, nous avons organisé la prise des bâtiments officiels. Mais rapidement, les islamistes sont arrivés, avec leurs slogans en faveur d'une république islamique. Ils sont devenus puissants et nous n'avons pas pu les stopper, parce qu'on n'était pas assez préparés pour l'insurrection ».

Dès le début de l'insurrection, l'offensive de la coalition s'arrête, laissant à Saddam Hussein le loisir d'organiser la répression. Il agite la menace religieuse, en expliquant aux sunnites que, si les chiites prennent le pouvoir, ils seront massacrés. Déjà, dans les mois de tension qui ont précédé les bombardements, Saddam a essayé ses nouveaux habits de leader religieux, afin de suppléer à un nationalisme arabe à bout de souffle. Il a multiplié les références à l'Islam et fera bientôt ajouter la devise musulmane « Dieu est grand et Mohammed est son prophète » sur le drapeau national. Le Baasisme tardif des années 1991-2003 va donc progressivement prendre l'apparence d'un islamo-nationalisme sunnite, malgré le peu de crédibilité de Saddam Hussein dans le rôle du pieux croyant. Au lieu d'être refoulée, la religion est intégrée à l'idéologie totalitaire de l'État baasiste, tandis que le poids de la tribu Takriti s'accroît dans le Parti comme dans l'armée. Ce tournant religieux s'accompagne d'ailleurs d'une exaltation des vertus tribales : les tribus soumises deviennent des entités légales, les cheikhs se voient confier des pouvoirs locaux et, là où elles ont disparu, des tribus plus ou moins artificielles sont créées.

Lorsque les experts de l'armée américaine préparent l'invasion de l'Irak pour achever le travail commencé en 1991, leur grille d'analyse de la société irakienne est, fondamentalement, la même que celle que leur propose Saddam Hussein. Ils prennent contact avec l'opposition irakienne en exil en privilégiant, outre leurs alliés nationalistes kurdes et quelques dirigeants baasistes en disgrâce, les organisations islamistes dont bon nombre sont, assez ironiquement, basées en Iran – notamment le Dawa et son bras armé, le Conseil supérieur de la révolution islamique en Irak. Même le jadis puissant Parti communiste d'Irak est obligé, pour négocier l'improbable alliance avec les USA qui va lui ouvrir les portes de la participation gouvernementale, de faire jouer son ancrage dans la zone « chiite » du pays, bien qu'il ait été de longue date le porteur de valeurs laïques. Faute de pouvoir évaluer la représentativité réelle des organisations sur lesquelles ils s'appuyaient – et il leur aurait été difficile de le faire dans un Irak totalitaire – les experts américains se sont contentés de rassembler celles qui parlaient au nom des différentes communautés identifiées dans leur grille d'analyse. Ils ont ainsi entériné la vision d'une société irakienne divisée en ethnies, en



tribus, en religions, qui est celle forgée, en trente ans de pouvoir, par leur adversaire – et ancien allié – lui-même.

Cette conception de l'Irak fondée sur la division ethnique Kurdes / Arabes et la division religieuse chiïtes / sunnites – sans compter la multitude de minorités – a été la clé de voûte de la politique américaine, qui a constamment recherché une forme d'équilibre dans la répartition des pouvoirs, à la manière libanaise. Le tandem Iliad Allawi, ex-baasiste passé à la CIA et réputé « chiïte », et Ghazul al-Yaouar, businessman du sécuritaire, chef tribal et réputé « sunnite », aux postes respectifs de Premier ministre et de président de la République, est assez symptomatique de cette politique.

Contrairement aux idées reçues, l'Islam politique n'est pas, en Irak, une opposition irréductible à l'occupation américaine et coalisée. Affirmer cela serait oublier le fait que la majorité des partis qui ont été sollicités, dès avant les bombardements de mars 2003, sont eux-mêmes islamistes. Une partie de la nouvelle armée irakienne, entraînée par les instructeurs américains, est ainsi tout bonnement surgie d'Iran, où le Conseil supérieur de la révolution islamique en Irak disposait de 6000 combattants. C'est également le conseil de gouvernement provisoire mis en place par la coalition militaire qui a proposé en février 2004 de remplacer le code du statut personnel, déjà évoqué, par les dispositions de la charia islamique. Ce projet a été repoussé par une coalition de 85 organisations de femmes, qui ont organisé des meetings et des manifestations pour s'y opposer, malgré les risques importants que cela comportait. Yanar Mohammed, porte-parole de l'Organisation pour la liberté des femmes en Irak, résumait alors : « L'Irak a été débarrassé de Saddam Hussein, maintenant il faut le débarrasser de ses idées. »

Or, les groupes liés à l'Islam politique contrôlent de fait une bonne partie du pays, notamment dans leurs bastions du sud comme Bassora. L'armée américaine est intervenue dans quelques cas, en essayant de désamorcer la situation, soit en recyclant quelques cadres et officiers baasistes pour désarmer la résistance « sunnite » – très largement encadrée par les anciennes forces d'élite de l'armée irakienne dont les célèbres Feyadin Saddam (« ceux qui vont mourir pour Saddam ») ; soit en menant d'obscures tractations avec les chefs « chiïtes » – dont le célèbre al-Sadr', jeune clerc ambitieux qui rêve de s'arroger une plus belle part des donations religieuses versées par les pèlerins des lieux saints du chiïsme ; soit en utilisant la manière forte, comme à Falluja, où les civils ont trinqué bien plus que les « terroristes ». Mais il ne faut pas perdre à l'esprit qu'ils sont intervenus uniquement dans les cités où leur autorité était directement menacée, jamais dans celles où les islamistes mettent en expérimentation leur programme sans trop se soucier des forces d'occupation.

Qu'ils soient au gouvernement ou dans l'opposition, qu'ils soient chiïtes ou sunnites, qu'ils soient panislamiques (comme al-Qaïda) ou



islamo-nationalistes, qu'ils pratiquent ou non la lutte armée, les différents courants de l'Islam politique s'accordent sur un programme simple : l'Irak doit devenir un État islamique, les femmes doivent rentrer à la maison. En matière sociale, leurs conceptions sont généralement sommaires, mais à quelques exceptions près ils sont viscéralement opposés à toute idée de lutte de classe, à toute forme d'organisation syndicale. Le journal d'al-Sadr n'a jamais été interdit lorsqu'il appelait au meurtre des dirigeants syndicaux, mais seulement quand il s'en est pris aux États-Unis d'Amérique. Se fonder sur l'origine populaire – au sens large que cela peut avoir dans un pays à la structure sociale comme celle de l'Irak — du recrutement de la base islamiste serait une grande illusion, dans la mesure où leur programme est intégralement et ouvertement réactionnaire, à la manière de celui des anciennes organisations fascistes.

Les élections qui se sont tenues, dans des conditions d'ailleurs dénoncées même par les plus fermes défenseurs de la démocratie parlementaire, fin janvier 2005, ont révélé clairement que le danger d'une transformation de l'Irak en régime islamiste n'était pas seulement lié à la « résistance », mais bien avant tout aux forces gouvernementales mises en place par les États-Unis et leurs alliés. Sans minimiser le danger que représente la montée en puissance de la lutte armée, qui a, pour l'heure, fait plus de victimes civiles que militaires et dont certaines organisations semblent trouver plus légitime de décapiter des femmes coupables d'exercer leur profession ou des travailleurs immigrés coupables de fuir la misère de leur propre pays, il ne faut pas non plus s'illusionner dans les prétentions américaines de lutter contre l'islamisme.

Saddam Hussein a modelé son pays en exacerbant systématiquement les divisions internes ; il a ravivé des divisions ethniques et religieuses que l'évolution économique et sociale de



l'Irak aurait pu estomper. Il a imprimé cette conception dans l'esprit de ses ennemis. Il n'a pas pour autant annihilé la capacité critique des habitants et des habitantes de l'Irak. Les organisations de femmes, les syndicats évoqués dans cet article, les organisations de quartier qui prennent en main la vie sociale dans les faubourgs prolétaires des grandes villes, montrent qu'il existe encore une dynamique d'autonomie et de lutte

David Thévenet, Bouche jaune

## Organisations féministes et sociales

Le régime totalitaire qui s'est établi en Irak a rendu presque impossible toute forme de révolte organisée. Quelques mouvements de guérilla ont existé dans les secteurs ruraux, notamment les marais du sud, jusqu'à leur assèchement, et les montagnes du Kurdistan, zone traditionnelle de résistance au pouvoir central. Mais dans les villes du centre de l'Irak, le système de flicage permanent et de dénonciation mis en place par le parti Baas empêchait toute forme d'expression autonome, à tel point qu'organiser une caisse de solidarité mutuelle représentait un risque mortel pour les ouvriers qui y participaient.

Dès le 1<sup>er</sup> mai 2003, peu après l'occupation de l'Irak, est fondé le Syndicat des chômeurs, qui proclame à la fois son refus de l'occupation, du nationalisme et de l'islamisme. Son porte-parole, Qasim Hadi, a déjà derrière lui un long passé d'organisateur clandestin ; il est l'un des rares meneurs ouvriers à avoir organisé des grèves dans les usines de traitement du gypse durant la dure période de l'embargo, et a déjà été arrêté de nombreuses fois. Il est membre du Parti communiste-ouvrier d'Irak, une organisation née de la fusion de plusieurs groupes communistes à l'issue de l'insurrection des conseils ouvriers en mars 1991 au Kurdistan. Le syndicat des chômeurs connaît un succès immédiat en raison de sa principale revendication « 100 \$ d'indemnités pour tous et toutes », dans un pays où il n'existe aucun droit pour les chômeurs et chômeuses.

Quelques mois plus tard est fondée à Bagdad, avec le concours du Syndicat des chômeurs, la Fédération des conseils ouvriers et syndicats en Irak (FCOSI), un syndicat de base qui organise, malgré la répression, des élections libres dans de nombreuses entreprises pour mettre en place des conseils ouvriers élus et révocables par les travailleurs eux-mêmes. Son porte-parole est Falah Alwan, autre vétéran de la lutte clandestine, qui affiche une bonne humeur sans faille malgré les difficultés qui s'accroissent : le gouvernement pro-américain décide de reconnaître pour seul syndicat officiel la Fédération irakienne des syndicats (IFTU), créée par le Parti communiste au gouvernement ; les moyens manquent absolument pour l'activité syndicale, qui dépend largement de l'aide internationale, apportée notamment par les vigoureux syndicats japonais. Malgré cela, la FCOSI poursuit son développement et touche un nombre grandissant de secteurs, avec un programme radical – l'égalité hommes / femmes en étant l'un des points principaux.

L'Organisation pour la liberté des femmes (Olfi) en Irak a connu un certain succès à partir de février 2004, pour son opposition à la mise en place de la charia islamique par le gouvernement intérimaire pro-américain. Cette lutte a valu à sa porte-parole, l'architecte Yannar Mohammed, des menaces de mort de la part de l'Armée des compagnons du prophète, un groupe proche des Talibans afghans. L'Olfi a créé à Bagdad et dans d'autres villes d'Irak des foyers d'accueil pour femmes menacées de meurtre d'honneur ; la journaliste italienne Giuliana Sgrena était en train de leur consacrer une enquête lorsqu'elle a été enlevée.

Le Parti communiste-ouvrier d'Irak (PCO) est à l'initiative de ces différentes organisations. Opposé aux groupes religieux et nationalistes, il tire son inspiration de la pensée du communiste de gauche iranien Mansoor Hekmat, très critique sur « l'anti-impérialisme » et le marxisme-léninisme traditionnel. Principale organisation d'extrême-gauche en Irak, le PCO s'est implanté dans plusieurs quartiers périphériques de Bagdad, où, à la demande de la population, il a constitué des groupes armés capables de tenir à distance les milices islamistes, les gangs maffieux et les troupes américaines. La population y organise elle-même la vie locale. Il en va

